

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 25 (2018)
Heft: 2: La Grève générale de 1918 : crises, conflits, controverses = Der Landesstreik 1918 : Krisen, Konflikte, Kontroversen

Artikel: Questions ouvertes sur la Grève générale de 1918
Autor: Jost, Hans Ulrich
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-787310>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Questions ouvertes sur la Grève générale de 1918

Hans Ulrich Jost

Depuis plus d'un demi-siècle, on commémore tous les dix ans la Grève générale de 1918. L'évocation de cet événement ne repose pas toujours sur des travaux de recherche historique. Elle se transforme parfois en interprétations polémiques et en prises de position politiques par lesquelles des milieux souvent très à droite de l'échiquier politique cherchent à jeter l'opprobre sur la gauche dans son ensemble et la social-démocratie en particulier. Leur principale accusation : en 1918, les socialistes auraient préparé une révolution bolchevique.¹

Voir dans cet événement une tentative de révolution bolchevique n'est plus défendable d'un point de vue historique depuis la publication en 1968, pour le cinquantenaire de la Grève générale, de l'ouvrage de référence de Willi Gautschi.² Il n'en demeure pas moins que les milieux bourgeois ressortent régulièrement cette interprétation, et c'est encore le cas aujourd'hui, cent ans après. Cela tient sans doute aussi au fait que la droite nationaliste est de plus en plus agressive dans sa volonté de démanteler l'État social, mais également de corseter l'influence de la gauche politique. Pour ce faire, elle recourt notamment à une stratégie de délégitimation de la social-démocratie et du syndicalisme en distordant l'histoire.

Il ressort clairement des revendications avancées par les organisateurs de la Grève générale que leur but prioritaire était d'améliorer la situation sociale catastrophique dans laquelle se trouvait la population. Les dirigeants de la grève voulaient des mesures économiques et sociales, et exigeaient du Conseil

1 Article original en allemand paru dans *Widerspruch*, n° 71, 2018, pp. 129-138. Traduction Suzanne Metthez.

Ainsi, selon l'édition en ligne du *Tages Anzeiger* du 03.01.2018, Christoph Blocher a-t-il affirmé, dans un exposé tenu à Wetzikon le 2 janvier 2018, que Robert Grimm avait voulu, par la Grève générale, provoquer une révolution bolchevique.

2 Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Zürich, 1968 (réédition en 1988, avec une postface de Hans Ulrich Jost, « Der historische Stellenwert des Landesstreiks », pp. I-XV) ; traduction française de la postface publiée dans Hans Ulrich Jost, *À tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, 2005 ; Willi Gautschi (Hg.), *Dokumente zum Landesstreik 1918*, Zürich, 1971.

fédéral d'être associés aux pourparlers et aux décisions à ce sujet. Parmi les revendications sociales, seule la semaine de 48 heures fut réalisée dans un premier temps, en 1919. Les autres, comme l'AVS ou le droit de vote des femmes, devront encore attendre plusieurs décennies. Mais le concept d'État social avait désormais fait son entrée dans l'agenda politique.

Ma contribution ne vise pas à suivre le fil des événements historiques et analyser la signification générale de la Grève générale.³ J'entends plutôt examiner quelques aspects auxquels on attache en général trop peu d'importance. Deux questions sont à cet égard primordiales : qui, hors du mouvement ouvrier organisé, a également misé sur une grève générale et qui en a tiré le plus grand bénéfice ? Pour aborder ces questions, commençons par rappeler quelques faits.

Les antécédents

Depuis le début du xx^e siècle, les grèves sont aussi fréquentes en Suisse que dans les pays voisins. À cette époque, la question de la grève générale, ou grève de masse, fait l'objet de débats au sein du mouvement ouvrier.⁴ Les organisations patronales et l'aile droite des radicaux développent leur propre contribution à ce sujet. À leurs yeux, la grève générale n'est qu'un soulèvement criminel. Carl Hilty, professeur de droit constitutionnel et éditeur de la revue *Politisches Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft*, le formule sans ambiguïté : « Une grève générale est un crime comparable à l'insurrection ; il exige en tant que réponse l'état de siège (l'armée) ». ⁵ La grève générale locale d'une journée, menée de manière très disciplinée le 12 juillet 1912 à Zurich,⁶ confirme le noyau dur de la droite bourgeoise dans son opinion que seule une intervention radicale des autorités et de l'armée pourra régler définitivement le problème.

Retracer dans sa complexité la longue histoire qui précéda la Grève générale irait au-delà du cadre de cet article. Rappelons simplement ceci : un comité, appelé le Comité d'action d'Olten, est constitué en 1918 à l'initiative de Robert Grimm, membre du comité directeur du Parti socialiste suisse. Il est formé de représentants des directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier. Une femme très engagée dans le mouvement féministe en fait également partie : Rosa

3 Cf. Hans Ulrich Jost, « Der historische Stellenwert... » ; pour une bonne synthèse voir Jakob Tanner, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, München, 2015, pp. 146-152.

4 Par exemple, Robert Grimm, *Der politische Massenstreik*, Basel, 1906.

5 *Politisches Jahrbuch XXI*, 1907, p. 669. Traduction française citée in Hans Ulrich Jost, avec la collaboration de Monique Pavillon, *Les Avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse, 1890-1914*, Lausanne, 1992, p. 82.

6 Urs Jacob, *Der Zürcher Generalstreik vom 12. Juli 1912*, Zürich, 1977.

Bloch-Bollag, socialiste de gauche et militante pour le droit de vote des femmes. Début mars 1918, elle cède toutefois sa place à Fritz Platten, le secrétaire du Parti socialiste suisse. Le droit de vote des femmes sera néanmoins inscrit dans le cahier de revendications de la Grève générale.

Le Comité d'Olten se transforme rapidement en une nouvelle instance de direction. Cette évolution est déclenchée par un projet très contesté du Conseil fédéral qui vise à instaurer un service civil obligatoire. En vue du conflit qui se profile, le Comité d'Olten engage un débat sur la grève générale, proposition qui se heurte alors au profond scepticisme de la majorité du Parti socialiste et des syndicats. Le Comité d'Olten utilise néanmoins la menace de la grève générale pour donner davantage de poids à ses revendications dans la lutte sur le prix du lait. Un congrès ouvrier, convoqué en juillet 1918 en raison de la grave détérioration de la situation sociale, charge le Comité d'Olten, en dépit de nombreuses objections, d'obtenir du Conseil fédéral des négociations sur des mesures visant à améliorer l'approvisionnement alimentaire. Ce dernier ayant manifesté lors de discussions avec le Comité d'Olten qu'il était prêt à tenir compte des revendications du mouvement ouvrier, il ne sera plus guère question de grève générale. Le Comité d'Olten se concentre alors essentiellement sur des propositions concrètes de politique sociale. Malgré le scepticisme de nombreux camarades, Grimm maintient l'idée qu'il faut recourir à une grève générale, si les circonstances sont favorables, pour imposer des revendications politiques fondamentales, position qui ne rencontre un soutien important que dans l'aile gauche de l'Union ouvrière de Zurich.

À partir de janvier 1918, les mises en garde se multiplient dans la presse bourgeoise. Dans un éditorial du 25 janvier 1918, la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) écrit par exemple que la social-démocratie est devenue «le foyer des idées et des forces ennemies de l'État qui menacent la sécurité et la pérennité de notre pays».⁷ Au sein du Conseil fédéral également, la question de la grève générale et des risques de révolution a été abordée dès fin janvier 1918, donc avant la constitution du Comité d'Olten. Lors de la séance du Conseil fédéral du 31 janvier 1918, le chef d'état-major général de l'armée Theophil Sprecher, également présent, souligne la nécessité de ne pas tarder à ordonner une levée de troupes. Mais, hormis une petite levée de troupes stationnées hors de Zurich, il ne se passe pas grand-chose dans un premier temps.

En été, le chef d'état-major général adresse à nouveau ses revendications au Conseil fédéral. Dans un rapport au chef du Département militaire, il exige l'édiction d'une loi sur l'état de siège. Il charge en outre le sous-chef d'état-major Claude de Perrot d'élaborer des propositions pour empêcher une grève

⁷ *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), 25.01.1918.

générale. Celui-ci, dans un rapport manuscrit, souligne que l'on pourra empêcher une grève générale «en se montrant ferme, voire brutal». ⁸ Sprecher ordonne en outre à de Perrot d'aller surveiller ce qui se passe au Congrès ouvrier à Bâle. ⁹ Le Conseil fédéral entre finalement en matière sur les exigences de l'état-major général et décide le 9 août 1918 de créer une commission de la grève générale composée, en plus de trois conseillers fédéraux, du chef d'état-major général et du procureur général de la Confédération. Le 12 septembre, lors de sa deuxième séance, cette commission adopte sans opposition le train de mesures proposé par Sprecher. Elle élabore ensuite un vaste plan d'action qui prévoit notamment l'engagement du gros de l'armée.

D'autres représentants des milieux bourgeois présentent également des plans de réponses à donner à une grève générale. ¹⁰ C'est le cas du secrétaire de l'Union suisse des paysans, Ernst Laur, qui adresse ses propositions directement au chef d'état-major général Sprecher. Un peu partout, et en particulier à Zurich, enflent des rumeurs de révolution, difficilement contrôlables et auxquelles le gouvernement parvient de moins en moins à échapper.

La grève des employés de banque à Zurich

Alors qu'à la fin de l'été 1918 les conflits liés au renchérissement et à la détresse sociale semblent s'apaiser quelque peu, un évènement fait prendre une nouvelle tournure au conflit: la grève des employés de banque de la ville de Zurich du 30 septembre et du 1^{er} octobre 1918.

Ils'agit au fond d'un conflit de travail tout à fait banal. Les employés de banque, dont le pouvoir d'achat a subi une énorme perte en raison du renchérissement, tentent d'engager des pourparlers avec les directions des banques sur des augmentations de salaire. À cette fin, ils ont créé en août 1917 une association qui deviendra le *Bankpersonalverband Zürich* (BPVZ) auquel adhèrent 1200 employés, dont 200 femmes. En août 1918, le BPVZ adresse ses revendications d'augmentations salariales à l'association des instituts bancaires zurichois, le *Verband Zürcherischer Kreditinstitute*. Non seulement les directions des banques rejettent toute

8 «Unterstabschef Perrot an den Generalstabschef, 31. Juli 1918», in Willy Gautschi, *Dokumente zum Landesstreik...*, pp. 112-113.

9 Daniel Sprecher, *Generalstabschef Theophil Sprecher von Bernegg*, Zürich, 2000, p. 473.

10 Otto Steinmann, *Betrachtungen über den Schwedischen Generalstreik*, *Schriftenreihe des ZV schweizerischer Arbeitgeberorganisationen*, Zürich, 1909; Pierre Eichenberger, «Les organisations patronales et la grève générale de 1918», in USS (éd.), *Centenaire de la grève générale! Interventions du colloque du 15 novembre 2017*, Berne, 2018, pp. 75-80. Voir aussi la contribution de Pierre Eichenberger, «Les organisations patronales et la Grève générale de 1918» dans ce volume.

négociation, mais elles refusent également de reconnaître l'association des employés de banque et repoussent une offre de médiation du Conseil d'État. Face à ces refus, le BPVZ se réunit en assemblée générale extraordinaire le dimanche 29 septembre 1918 et décide de faire grève le lendemain, le lundi 30 septembre. Il m'est impossible d'exposer ici dans le détail l'histoire assez complexe de cette grève.¹¹ Il m'importe toutefois de mettre en exergue un aspect particulier : l'Union ouvrière, qui avait établi des contacts avec le BPVZ, épaula les employés de banque qui n'avaient aucune expérience de l'organisation d'une grève. Elle finit même par déclarer la grève générale l'après-midi du 1^{er} octobre afin de faire pression sur les négociations entre les banques et le BPVZ. Le même jour, vers 18 heures, l'Union ouvrière peut annoncer la fin de la grève puisque les patrons des banques entrent en matière sur les revendications du personnel. Un petit groupe d'extrême gauche dénommé *Forderung* tentera de s'opposer à l'arrêt de la grève et de poursuivre la lutte, ce qui vaudra à son leader, Joggi Herzog, d'être exclu du Parti socialiste le 4 octobre.¹²

La grève est fort bien organisée. Des piquets de grève et des manifestants bloquent l'accès aux banques. Un directeur de banque commente ainsi la situation : « Depuis ce midi, notre ville est aux mains de la rue. »¹³ Le 1^{er} novembre 1918, le général Ulrich Wille écrit au conseiller fédéral Camille Decoppet : « Surtout depuis que la grève des employés de banque zurichois a servi de répétition générale fort réussie de la grève générale et de la révolution, des franges importantes de notre population bourgeoise vivent dans l'inquiétude et la crainte qu'une révolution n'éclate prochainement, crainte à laquelle les autorités ne sont pas indifférentes... »¹⁴

La mobilisation de l'armée

Outre le général Wille et le Conseil d'État zurichois, de nombreux particuliers interviennent auprès du Conseil fédéral suite à la grève des employés de banque. Tous exigent des mesures sérieuses pour lutter contre le risque, à leurs yeux imminent, d'une grève générale révolutionnaire ou, en forçant le trait, d'une insurrection bolchevique. Le rapprochement entre le personnel des banques,

11 Il y a plusieurs années, j'ai consacré à cette grève une longue recherche que je n'ai jamais publiée. J'ai l'intention de le faire sous peu.

12 Hans Ulrich Jost, *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz 1914-1918*, Bern, 1973, p. 168.

13 Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung der Banken und Banquiers auf dem Platze Zürich, 1. Okt. 1918, Archiv des Verbandes Zürcherischer Kreditinstitute (Zürcher Bankenverband depuis 2011).

14 Publié dans *Schweizer Monatshefte, Sonderheft Landesgeneralstreik 1918*, Heft 8, November 1968, pp. 839-843, ici p. 840.

qui représente en quelque sorte la fraction bourgeoise des classes moyennes, et l'Union ouvrière leur paraît particulièrement inquiétant. Cette alliance de circonstance ne sera que de courte durée, puisque l'association des employés de banque de Zurich ne participera pas à la Grève générale.

Deux directeurs de banque, membres de l'association des banques zurichoises, s'adressent également au Conseil fédéral en relevant le risque de retraits bancaires importants. Wille se rend personnellement à Zurich, prend contact avec différentes personnalités et rédige ensuite un mémorandum qu'il envoie au Conseil fédéral. En même temps, pour faire pression sur le gouvernement zurichois, il ordonne le retrait d'un bataillon des troupes stationnées dans les environs de Zurich. Cette manière de procéder n'est pas nouvelle. Ainsi, en juin 1918, Wille avait-il déjà menacé de retirer les troupes prêtes à intervenir au cas où l'on n'exécuterait pas immédiatement une mesure qu'il avait exigée.¹⁵

À cela vient s'ajouter une rumeur propagée par un juge d'instruction selon laquelle une insurrection armée serait en préparation. C'est dans cette situation tendue qu'est en effet publié l'appel à fêter le premier anniversaire de la révolution russe, adopté par le comité directeur du PSS le 29 octobre. À la fin de ce texte probablement rédigé par Fritz Platten et adopté uniquement grâce à la voix prépondérante d'Ernst Nobs, on peut lire : « Déjà la révolution naissante rougit le ciel de l'Europe centrale. L'incendie salutaire embrasera tout l'édifice pourri et sanglant du monde capitaliste. »¹⁶ Dans les polémiques qui surgiront plus tard, on retrouvera régulièrement cette phrase comme preuve que la gauche préparait une révolution.

Face à ces rumeurs et aux mises en garde émanant de personnalités importantes, le gouvernement zurichois décide de demander au Conseil fédéral de lever des troupes. Il rencontre le Conseil fédéral le 5 novembre, en présence de Wille, Sprecher et du colonel de Perrot, soit le noyau dur du commandement militaire. Comme l'indique son biographe, le chef d'état-major général Sprecher est « la force motrice qui a poussé le gouvernement du pays à prendre des décisions urgentes ». ¹⁷ Lorsque le Conseil fédéral décide le lendemain la levée de troupes demandée par Zurich, tous les protagonistes comprennent que cela sera perçu comme une provocation par les ouvriers qui y répondront fort probablement par une grève générale. Le fait que les troupes ne sont pas seulement appelées à stationner dans l'arrière-pays, mais à pénétrer de manière démonstrative dans les villes, sera déterminant pour la suite des événements. Cette stratégie est parfaitement conforme aux idées de Wille qui, dès le printemps 1917, écrivait au commandant de la 5^e division qu'il ne fallait pas hésiter à faire usage de la force et montrer clairement, dès l'arrivée des

15 Hans Ulrich Jost, *Linksradikalismus...*, p. 121.

16 Willi Gautschi, *Dokumente...*, p. 156. NDLT : Ce texte a été publié en français dans *La Sentinelle*, 04.11.1918, p. 1.

17 Daniel Sprecher, *Generalstabschef Theophil Sprecher...*, p. 477.

troupes «[...] que l'armée est présente. Les troupes ne doivent pas rejoindre leurs cantonnements discrètement, en empruntant des chemins de traverse, mais arriver en fanfare et être aussi visibles que possible».¹⁸

En réponse à la mobilisation de troupes, et malgré de sérieuses oppositions, le Comité d'Olten appelle à une grève de protestation de 24 heures pour le samedi 9 novembre. L'Union ouvrière zurichoise ne respecte toutefois pas cette durée limitée. Le Comité d'Olten, auquel l'évolution de la situation à Zurich semble échapper, accepte finalement d'appeler à une grève générale illimitée pour le 12 novembre. Mais le 14 novembre déjà, vu la situation apparemment sans issue et le risque de graves affrontements avec l'armée, le Comité d'Olten décide l'arrêt immédiat de la grève.

Une provocation délibérée du commandement de l'armée ?

Les faits ci-dessus devraient permettre d'apporter une réponse aux deux questions posées en début d'article. Tout d'abord, quel a été le rôle des forces qui, par leur position antisocialiste, se sont non seulement engagées vers un affrontement, mais ont même considéré la Grève générale comme l'occasion de remettre enfin à leur place le PSS et les syndicats dans une épreuve de force définitive. Le commandement de l'armée justifia son intransigeance en affirmant que c'était le seul moyen d'éviter une révolution, opinion que partageaient de nombreux milieux bourgeois.

Willi Gautschi a accordé à cette question la place qu'elle mérite dans son œuvre maîtresse publiée en 1968, puis dans un long article paru en 1970 dans la *NZZ*. « Si l'on entend par provocation, écrivait-il, la tentative de susciter chez l'adversaire un comportement que l'on souhaite et qui lui nuit, on ne saurait dénier une certaine intention provocatrice à l'attitude du commandement de l'armée. »¹⁹ Pour Gautschi cependant, cette interprétation ne devait être considérée que comme une « possibilité ».

À la tête de l'armée, l'opinion dominante était qu'il fallait enfin recourir à une intervention radicale, comme en atteste le journal intime du conseiller fédéral Karl Scheurer: « Nous apprenons par lui [le conseiller fédéral Decoppet] et par Wildbolz qu'il est difficile de maîtriser l'état-major général. Sprecher et de Perrot confondent la grève et la guerre [...]. Ils veulent absolument intervenir, arrêter, empêcher. Toutes choses qui ne sont pas encore indiquées. »²⁰

18 Hans Ulrich Jost, *Linksradikalismus...*, pp. 180-181.

19 Willi Gautschi, « Die Verantwortung General Willems im November 1918 », *NZZ*, 17.05.1970, p. 52.

20 Karl Scheurer, *Bundesrat Karl Scheurer. Tagebücher 1914-1929*, édité par Hermann Böschstein, Bern, 1971, p. 182.

La grève des employés de banque zurichois et plus particulièrement la grève de soutien organisée au dernier moment par l'Union ouvrière favorisèrent de manière décisive le camp des partisans d'une épreuve de force. Pour les directions des banques, une telle situation ne devait à aucun prix se reproduire. La place financière suisse était à l'époque en train de s'assurer une position clé au sein du système financier international en pleine réorganisation et avait besoin pour cela d'ordre et de tranquillité.

Concernant la situation à Zurich, où des émeutes s'étaient déjà produites en novembre 1917, il faut se demander si de petits groupes radicaux auraient vraiment pu transformer la Grève générale en insurrection. À ce jour, aucun élément probant ne permet de corroborer une telle hypothèse. Cette assimilation de la Grève générale à une tentative de révolution a pourtant été invoquée et continue de l'être pour justifier la levée précipitée de troupes.

Qui furent les principaux bénéficiaires de la Grève générale ?

Les nombreux milieux de droite, nationalistes et réactionnaires, qui influençaient fortement le climat politique depuis le début du siècle,²¹ saluèrent bien entendu l'usage de la force contre le mouvement ouvrier. Mais deux secteurs, qui étaient alors dans une phase décisive de leur développement, ont tiré les principaux bénéfices de la Grève générale : la place financière suisse et la paysannerie politiquement organisée.

Dans le déploiement des troupes, l'armée veilla à envoyer dans les villes, donc dans les régions industrielles, des militaires provenant pour la plupart de régions rurales, les contingents urbains, formés d'ouvriers, étant jugés peu fiables. Pour Ernst Laur, le secrétaire de l'Union suisse des paysans, ce fut une excellente occasion de réaffirmer l'importance antisocialiste et conservatrice de la paysannerie. De plus, la violence de cet affrontement aida le Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB, aujourd'hui UDC), créé peu de temps auparavant par Rudolf Minger, à faire valoir son orientation antisocialiste et sa loyauté envers l'État. Dès la séance de constitution du parti, le 28 septembre 1918, Minger proclamait que la paysannerie était « une forteresse [...], contre laquelle allaient se fracasser, impuissantes, toutes les tendances de désagrégation de l'État issues du Parti socialiste ».²² Le mythe de la paysannerie comme soutien crucial de l'État était né.

21 Hans Ulrich Jost, *Les avant-gardes réactionnaires...*

22 Konrad Stamm, *Minger, Bauer, Bundesrat. Die aussergewöhnliche Karriere des Rudolf Minger aus Mülchi im Limpachtal*, Zürich, 2017, p. 70.

À ce propos, il faut aussi mentionner que la constitution de plusieurs sections du PAB fut accompagnée de la création de gardes civiques.²³ Au niveau politique, le PAB progressa rapidement grâce à l'introduction de l'élection à la proportionnelle. Son fondateur, Rudolf Minger, acquit très vite au Conseil national la réputation d'un représentant pur et dur de la droite bourgeoise. C'est cette position de force qui pendant des décennies assurera à l'agriculture des subventions fédérales élevées et des privilèges économiques. Minger lui-même, premier conseiller fédéral du PAB, prendra la tête du Département militaire en 1930. L'armée et la paysannerie auront ainsi leur propre icône, très populaire.

Le deuxième secteur qui profita de la Grève générale fut la place financière, plus particulièrement les banques ayant une activité internationale. Dans un système financier alors en pleine réorganisation, la place financière suisse cherchait à s'assurer une place de choix et, comme le montre parfaitement Christophe Farquet, c'est au cours de ces mois de conflit que se joua son avenir.²⁴ Le contexte économique, financier, juridique et politique faisait de la Suisse un partenaire particulièrement intéressant pour les énormes transferts d'avoirs étrangers, à condition toutefois de ne pas être le théâtre de conflits sociaux, et surtout de grèves dans le secteur bancaire qui auraient ébranlé la confiance de la clientèle. Pour les partenaires étrangers, un autre élément était essentiel: la sécurité politique et juridique garantie par un gouvernement strictement bourgeois, orienté à droite, qui serait en mesure d'assurer l'ordre public par tous les moyens et qui éviterait les compromis politiques en faveur de la gauche socialiste. De plus, seul un gouvernement intégralement bourgeois pouvait continuer de développer le secret bancaire, l'un des principaux attraits de la place financière helvétique.²⁵

À l'automne 1918, ces conditions sont loin d'être remplies. D'une part, la grève des employés de banque a suscité la sympathie bien au-delà des milieux ouvriers. D'autre part, de plus en plus de voix bourgeoises s'élèvent pour revendiquer des réformes sociales et politiques, voire une collaboration avec les socialistes. À Berne, par exemple, un parti du progrès, le *Fortschrittspartei*, se constitue à partir de membres du Parti radical et plaide pour une politique sociale plus progressiste. L'association des jeunes radicaux demande elle aussi

23 Andreas Thürer, «Bürgerwehren, Streik-Bekämpfung, Informationsdienste, Bürgerblock-Politik», in USS (éd.), *Centenaire de la grève générale!...*, pp. 81-86; Sébastien Guex, «À propos des gardes civiques et leur financement à l'issue de la Première Guerre mondiale», in Jean Batou, Mauro Cerutti, Charles Heimberg (éd.), *Pour une histoire des gens sans histoire*, Lausanne, 1995, pp. 255-264.

24 Christophe Farquet, *Histoire du paradis fiscal suisse*, Paris, 2018, pp. 75-109.

25 Sébastien Guex, Malik Mazbouri, «L'Association suisse des banquiers, les relations entre patronat et salariat bancaires au début du xx^e siècle et leur postérité», in Danièle Fraboulet, Cédric Humair, Pierre Vernus (éd.), *Coopérer, négocier, s'affronter. Les organisations patronales et leurs relations avec les autres organisations collectives*, Rennes, 2014, pp. 205-225.

un tournant dans ce sens.²⁶ De leur côté, les agrariens, l'aile droite des radicaux, les banques ainsi qu'une grande partie du corps des officiers s'opposent à une telle réorientation. Avec les catholiques-conservateurs, ils forment le bloc bourgeois antisocialiste qui domine pendant l'entre-deux-guerres.

Dans son ouvrage consacré à l'histoire de la Suisse au xx^e siècle, Jakob Tanner constate à juste titre que l'on « ne peut interpréter cette épreuve de force en Suisse comme des désordres dus à la faim ou comme une tentative révolutionnaire avortée. [...] La Grève générale fut bien davantage une conséquence de l'exclusion du mouvement ouvrier des décisions politiques. »²⁷ On peut donc, ne serait-ce qu'à titre d'hypothèse, tout à fait imaginer une évolution différente. Jusqu'à la grève des employés de banque, il aurait sans doute été possible d'élaborer un programme de réformes avec le PSS et les syndicats et d'éviter ainsi la Grève générale.

Si toutefois les partisans d'une politique plus dure, qui cherchaient une épreuve de force décisive, prirent le dessus, ce n'était pas uniquement dans l'intention de résoudre les tensions en jouant des muscles. Il leur importait tout autant de créer un environnement dans lequel la place financière et les entreprises allaient pouvoir durablement imposer leurs intérêts. Ce n'est que vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque se profila à nouveau le risque d'un grave conflit, que l'on ouvrit la porte à des négociations. Ce fut alors d'autant plus aisé qu'entre-temps le PSS et les syndicats s'accommodaient non seulement de l'État bourgeois, mais soutenaient désormais sans réserve la défense militaire du pays, et donc également les milieux d'officiers encore hostiles aux socialistes. L'idée d'une grève générale fut alors classée dans l'album des souvenirs historiques.

26 Beat Junker, *Histoire du canton de Berne depuis 1798*, volume 3, Berne, 2005, p. 181 ; « Jungfreisinn und freisinnig-demokratische Partei », *NZZ*, 30.12.1918.

27 Jakob Tanner *Geschichte der Schweiz...*, p. 151 ; approches nouvelles également chez Tobias Straumann et Rudolf Jaun, « Kulmination der Klassengegensätze ? Die Geschichte des Landesstreiks von 1918 muss neu gedeutet werden », *NZZ*, 25.01.2018, p. 15.

Zusammenfassung

Offene Fragen zum Landesstreik 1918

In der Forschung zum Landesstreik sind bisher zwei Themen eher am Rande und nur zögerlich behandelt worden, die im Zentrum dieses Beitrages stehen: Die Rolle der Armee in den Jahren 1917 und 1918 sowie der Einfluss des Streiks der Zürcher Bankangestellten vom 30. September/1. Oktober 1918 auf die zum Landesstreik führenden Entscheidungen. General Wille und noch stärker Generalstabschef von Sprecher waren der Überzeugung, dass ein Landesstreik unausweichlich in eine bolschewistische Revolution ausmünden werde – und der von der Arbeiterunion unterstützte Bankangestelltenstreik galt als Generalprobe. Gleichzeitig war man in Bankkreisen äusserst besorgt um den Ruf des schweizerischen Finanzplatzes, der im Begriffe war, sich international auszuweiten. Dementsprechend entwickelte sich in diesen Kreisen eine harte Haltung, die jeden Kompromiss mit der organisierten Arbeiterschaft ausschloss und in Kauf nahm, mit einem vorgezogenen Aufmarsch der Armee einen Generalstreik zu provozieren.

